



**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE**

**UNIVERSITÉ MARIE & LOUIS PASTEUR
1, RUE CLAUDE GOUDIMEL
25030 BESANCON CEDEX**

☎ 03.81.66.60.97

@ service.marches@univ-fcomte.fr

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
APPEL D'OFFRES OUVERT**

CCAP N° 25.014 du 23/05/2025

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS AUDIOVISUELS

**Bâtiment Arsenal N
7 Place Saint Jacques
25000 Besançon**

Procédure de Consultation utilisée : Appel d'Offres Ouvert en application des articles L2124-1, L2124-2 et R2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

**Date et heure limites de réception des offres :
07 octobre 2025 à 12h00 (heure de Paris)**

SOMMAIRE

1	- Dispositions générales du marché	3
1.1	- Objet du marché	3
1.2	- Décomposition du marché	3
2	- Pièces contractuelles	3
3	- Durée et délais d'exécution	4
3.1	- Durée globale prévisionnelle des prestations.....	4
3.2	- Délai d'exécution	4
4	- Prix.....	4
4.1	- Caractéristiques des prix pratiqués	4
4.2	- Modalités de variation des prix	4
5	- Garanties Financières	4
6	- Avance.....	5
6.1	- Conditions de versement et de remboursement	5
6.2	- Garanties financières de l'avance.....	5
7	- Modalités de règlement des comptes.....	6
7.1	- Acomptes et paiements partiels définitifs	6
7.2	- Présentation des demandes de paiement.....	6
7.3	- Délai global de paiement	7
7.4	- Paiement des cotraitants	7
7.5	- Paiement des sous-traitants	7
7.6	- Coordonnées bancaires du titulaire - RIB	7
8	- Conditions d'exécution des prestations	8
8.1	- Lieux d'exécution.....	8
8.2	- Stockage, emballage et transport.....	8
8.3	- Développement durable	Erreur ! Signet non défini.
8.4	- Conditions de livraison	8
9	- Constatation de l'exécution des prestations	10
9.1	- Vérifications	10
9.2	- Décision après vérification.....	10
9.3	- Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	10
10	- Garantie des prestations et service après-vente	10
11	- Pénalités	11
11.1	- Pénalités de retard.....	11
11.2	- Pénalités pour non-respect des délais d'intervention dans le cadre des garanties visées par l'article 10.....	12
11.3	- Pénalités pour travail dissimulé.....	12
12	- Assurances	12
13	- Résiliation du marché.....	13
14	- Cession ou nantissement de créances	13
15	- Changement dans la situation du titulaire	13
16	- Procédure collective du titulaire	14
17	- Cessation des activités du titulaire.....	14
18	- Protection des données (RGPD)-Pénalités	14
19	- Secret professionnel	16
20	- Règlement des litiges et langues.....	16
21	- Dérogations.....	16

1 - Dispositions générales du marché

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'acquisition d'équipements audiovisuels dans le cadre de l'aménagement du bâtiment Arsenal N de l'Université Marie et Louis Pasteur (UMLP), 7 Place Saint Jacques 25000 Besançon.

Il comprend :

- la fourniture et la livraison des équipements audiovisuels sur le site du bâtiment Arsenal N
- le montage et l'installation des équipements audiovisuels sur le site du bâtiment Arsenal N
- les garanties légales de conformité et des vices cachés soit 2 ans à compter de la délivrance d'un bien neuf
- La garantie commerciale soit 10 ans à compter de la délivrance d'un bien neuf

Lieu(x) d'exécution : Arsenal N – 7 place Saint Jacques - 25000 Besançon

Le détail technique des prestations figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.2 - Décomposition du marché

Le marché n'est pas alloti car il s'agit de fournitures d'équipements de même nature.

Codes CPV :

- 32321200-1 Équipement audiovisuel
- 32321300-2 Matériel audiovisuel
- 32322000-6 Équipement multimédia
- 32323000-3 Moniteurs vidéo
- 32324300-3 Matériel de télévision

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'Acte d'Engagement (AE);
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le titulaire déclare parfaitement bien connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- L'Offre technique et financière du titulaire accompagné des annexes n°1 « Cadre de réponse technique relatif à la démarche environnementale », n°2 « Moyens techniques », n°3 « Moyens humains », n°4 « Tableau des références clients » et n°5 « garantie SAV »

Toutes clauses formulées dans l'offre technique du titulaire, contraires aux dispositions du marché, ne sont pas opposables à l'UMLP. Les conditions générales de vente qui seraient contraires aux dispositions du présent marché et à la réglementation des marchés publics ne sont pas applicables.

Aucune disposition spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et expresse de l'UMLP.

Seul l'exemplaire original des documents sus mentionnés (à l'exception du CCAG-FCS) conservés dans les archives de l'administration fait foi.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'acte d'engagement. En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'UMLP par lettre recommandée avec avis de réception postal.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le **04/02/2026**

L'ensemble des équipements audiovisuels devra être livré, monté et installé impérativement dans un **délai maximum de 5 mois** à compter de la date de notification du marché transmis via la plateforme PLACE - <https://www.marches-publics.gouv.fr> (**Avec Accusé de Réception**)

La fourniture des équipements audiovisuels et des prestations s'y afférant devront impérativement avoir lieu avant le **17/02/2026** (avec une livraison obligatoire au maximum 5 jours ouvrés avant cette échéance) à l'adresse suivante :

Arsenal N — 7 place Saint Jacques - 25 000 Besançon

3.2 - Délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les Bordereaux des Prix Unitaires fournis et en accord avec les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes, non révisables et non actualisables pendant toute la durée du marché.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 – Avance

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du Code de la Commande Publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'[article R.2191-3](#) : l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'[article R.2191-10](#) est fixé au taux minimal par application de l'[article R. 2191-7](#) (modifié par Décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022)

- Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

- Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande Publique, le taux de l'avance est au taux minimal prévu à l'[article R.2191-7](#) du Code de la Commande Publique pour les marchés soit :

- Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

- Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le paiement de l'avance ne se fera que sur présentation d'une facture portant le libellé « Avance forfaitaire » clairement indiqué dessus. Cette dernière devra être déposée sur le portail Chorus Pro dans les mêmes conditions qu'une facture correspondant à un service fait.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Cette avance est conditionnée à la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021 et seront établies après livraison en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au bordereau de prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.

- Les factures devront être déposées obligatoirement sur le Chorus Portail Pro (https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/) (lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer) avec les renseignements suivants :
- SIRET 93810656400017
- Cadre de Facturation : A1 : Dépôt d'une facture par un fournisseur
- Engagement Juridique : ce dernier vous sera communiqué lors de la notification du marché
- Numéro de Marché : ce dernier vous sera communiqué lors de sa notification
- Code Service : 950

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la

facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisées).

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Les délais interbancaires de paiement ne sont pas compris dans ce délai.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant dépose également, à l'intention du pouvoir adjudicateur, sa demande de paiement (facture) sur le portail Chorus-Pro en utilisant les mêmes informations indiquées au titulaire (voir encadré ci-dessus) accompagné de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

7.6 - Coordonnées bancaires du titulaire - RIB

Le RIB du titulaire et un extrait KBIS datant de moins de 3 mois sont annexés à l'acte d'engagement.

Les avis de virement sont adressés au titulaire sur les coordonnées qu'il aura fournies.

En cas de groupement conjoint, le titulaire doit joindre un relevé d'identité bancaire ou postal pour chacun des membres du groupement.

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement et dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier recommandé avec accusé de réception à l'Université Marie et Louis Pasteur - Services des Marchés - 1, rue Claude Goudimel - 25030 Besançon Cedex, accompagné du nouveau RIB correspondant (avec apposition, sur ce dernier, du cachet et de la signature du représentant légal de l'entreprise).

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

8.1 – Lieux d'exécution

Bâtiment Arsenal N
7 Place Saint Jacques
25 000 Besançon

8.2 -Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison. Les frais de transport restent à charge du titulaire (livraison franco de port).

Le transport et la livraison des mobiliers et accessoires dans les locaux du pouvoir adjudicateur sera à charge du titulaire avec reprise des conditionnements ayant servis à la livraison (palettes, cartons, films...).

Cela comprend :

- la livraison par un véhicule adapté aux voiries de la Ville de Besançon
- la manutention depuis le véhicule de livraison, par les propres moyens du titulaire, des mobiliers et accessoires jusque dans le bâtiment désigné ci-après par le pouvoir adjudicateur.

8.3 - Conditions de livraison

Les équipements audiovisuels seront livrés et installés, après prise de rendez-vous au préalable avec M. Christophe Verrier, chargé d'opérations immobilières à l'Université Marie et Louis Pasteur (christophe.verrier@univ-fcomte.fr , tél : 06 63 74 34 81) à l'adresse suivante :

Bâtiment Arsenal N – 7 Place Saint Jacques – 25000 Besançon La livraison intègre le transport avec toutes les sujétions qui y sont afférentes : emballage, manutention, déballage, stockage et protection provisoire si nécessaire. La livraison s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021.

Les marchandises, objet du présent marché, voyagent aux risques et périls du titulaire du marché. Elles devront être convenablement emballées de manière à ce qu'elles puissent supporter sans dommage les risques inhérents au transport avant la livraison.

Les livraisons s'effectueront les jours ouvrés du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h30.

Les prestations de livraison comprendront l'emballage, le transport du matériel sur le lieu d'installation, le déballage, l'évacuation et la destruction des emballages.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison incomberont au titulaire.

Le titulaire sera responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, et de chargement.

La date exacte de livraison des prestations sera fixée de commun accord entre la Personne Publique et le titulaire. Le titulaire ou son représentant désigné à cet effet, devra assister à la livraison des prestations.

Les prestations livrées par le titulaire ou son représentant devront être accompagnées d'un bon de livraison établi en deux exemplaires, précisant :

- La date d'expédition, la date de livraison
- Les références du marché, numéro du marché
- L'identification du titulaire,
- L'identification et les quantités des fournitures livrées.

La livraison des prestations sera constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un double du bon de livraison.

A la suite de la livraison, l'ensemble des matériels sera installé par le titulaire pour ne pas encombrer les locaux de la Personne Publique.

La Personne Publique effectuera au moment même de la livraison, l'opération de vérification quantitative simple qui ne nécessite qu'un examen sommaire, ayant pour but de constater la conformité des matériels livrés avec les spécifications du marché.

Dommages occasionnés par les livraisons et les installations :

Le titulaire restera responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents ou le transporteur sur les équipements de l'Université : bâtiments, terrains, plantations, installations, etc.....

La Personne Publique se réserve le droit d'exécuter elle-même ou de faire exécuter, au compte du titulaire, la réparation des dommages causés.

Le bon de livraison sera visé, à la livraison, par une personne représentant la composante qui en plus de sa signature lisible devra apposer le cachet de l'établissement et porter en toutes lettres la date du jour de réception du matériel et ses nom et qualité. Devront figurer également les réserves éventuellement émises par rapport au matériel livré.

Un exemplaire du bon de livraison est destiné à la personne publique, l'autre exemplaire au titulaire du marché.

Le destinataire de la livraison, si celle-ci n'est pas conforme en tous points aux descriptifs du bon de commande et du présent marché (acte d'engagement, ses annexes et le C.C.A.P.) refusera les marchandises.

La signature du bon de livraison ne vaut pas admission et ne saurait remplacer la procédure prévue à l'article 9 ci-dessous.

La garantie des mobiliers et accessoires prendra effet à compter de la décision d'admission pendant une durée de 2 ans.

8.4 - Formation du personnel

Sans objet

8.5 - Poursuite de l'exécution des prestations

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées par M. Christophe Verrier dans un délai de 15 jours à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 à 30 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021.

9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021.

9.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

A l'issue de la période de vérification de service régulier, la personne publique dispose de sept (7) jours pour notifier au titulaire sa décision d'admission conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Si la vérification de service régulier est positive, le Pouvoir adjudicateur prononce l'admission de la prestation.

Si la vérification de service régulier est négative, le Pouvoir Adjudicateur prononce soit l'ajournement de la prestation, avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire de deux (2) mois, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet de la prestation.

A l'exception des précisions ci-dessus, les articles 27 à 30 du C.C.A.G s'appliquent à ce marché.

Si la marchandise livrée ne répond pas aux spécifications du marché, elle sera refusée et devra être immédiatement remplacée sur simple demande auprès du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour effectuer ce remplacement.

Passé ce délai, les pénalités de retard prévues à l'article 11 du présent C.C.P s'appliquent.

10 - Garantie des prestations et service après-vente

Les conditions de l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021 s'appliquent au titre des garanties légales de conformité et des vices cachés dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission du matériel soit 3 mois maximum à compter de la livraison-montage-installation des mobiliers et accessoires, objet du présent marché.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021, concernant ce présent marché, le Pouvoir Adjudicateur exige que ces garanties légales soient complétées par une garantie commerciale ou contractuelle.

Garanties légales de conformité et des vices cachés

Les garanties légales telles que définies aux articles L.1641 et suivants du Code civil (vices cachés), L.1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat pendant **2 (deux) ans** à compter de leur date d'admission, figurant sur le procès-verbal d'admission délivré par le Pouvoir Adjudicateur.

Garantie commerciale ou contractuelle

Le matériel et les prestations acquis au titre du présent marché seront garantis (pièces, main d'œuvre et déplacements sur site) pendant **10 (dix) ans** à compter de leur date d'admission, figurant sur le procès-verbal d'admission délivré par le Pouvoir Adjudicateur.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais tout ou partie des mobiliers qui seraient reconnus défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur. Toutefois, en cas de contestation sur ce dernier point, la preuve de ces faits devra être apportée par le titulaire du marché.

La garantie couvre l'ensemble des frais afférents, y compris la main d'œuvre, les frais de déplacement, le conditionnement, l'emballage, les transports et la livraison des produits, qu'il soit procédé à ces opérations sur le lieu d'utilisation des mobiliers ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée dans ses locaux.

Le titulaire précisera dans son offre la durée et les conditions de la garantie du mobilier. Il indiquera également quelles sont les modalités des services après-vente : réparation et remplacement du mobilier, suivi de la gamme.

Les délais d'intervention devront être indiqués et devront être les plus courts possibles ; Un référent du service après-vente devra être disponible sous 48h à compter de l'appel téléphonique signalant la défectuosité d'un ou plusieurs mobiliers. Le titulaire s'engage à communiquer clairement dans le mémoire technique, les coordonnées du service chargé de prendre en compte la demande d'intervention.

Conditions de ces garanties :

Au titre de ces garanties, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais les parties du mobilier défectueux, avec rétablissement de ce dernier dans un délai de 7 jours ouvrés maximum. Les prix comprennent les pièces et les frais de main d'œuvre en atelier ou sur site par des personnels qualifiés, les frais de déplacements et d'hébergement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériels nécessaires.

Le titulaire garantit qu'il interviendra en cas de défectuosité, quelle qu'en soit la nature et sans qu'il soit nécessaire pour l'Université d'en déterminer l'origine, à l'exception du cas où cette dernière résulterait du fait dument constaté de la personne publique ou d'un tiers.

En cas de non-respect par le titulaire de ces dispositions, entraînant une indisponibilité et /ou un dysfonctionnement des services de l'Université, des pénalités seront dues dans les conditions prévues à l'article 11 du présent document.

En complément de l'article 33 du CCAG/FCS, tous les lots concernés par le présent marché sont garantis contre tout défaut de matière caché, c'est-à-dire inapparent à première vue lors de la livraison, et ceci, à compter du jour de la livraison et pendant la durée des garanties.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel, éventuellement prolongé dans les conditions prévues au CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021, est dépassé par le titulaire, celui-ci encourt à compter du jour calendaire suivant l'expiration du délai et après mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard seront calculées de la façon suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P = montant de la pénalité

V = valeur de règlement des prestations en retard ou valeur de règlement de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours calendaires de retard

En cas de résiliation du marché, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour calendaire de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation de l'article 14.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021, aucune exonération des pénalités n'est prévue.

11.2 - Pénalités pour non-respect des délais d'intervention dans le cadre des garanties visées par l'article 10

En cas de non-respect des délais d'intervention dans le cadre des garanties légales de conformité et des vices cachés et de la garantie commerciale ou contractuelle, le titulaire encourt, à compter du jour ouvré suivant l'expiration du délai d'intervention indiqué dans l'article 10, une pénalité de 90.00€ par jour ouvré de retard.

11.3 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12- Assurances

Il est fait application des dispositions de l'article 9 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG FCS, tout TITULAIRE (mandataire, cotraitants et sous-traitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Il doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant que l'étendue de la responsabilité garantie est en rapport avec l'importance de la prestation et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations (possibilité de dépôt sur le site E-Attestations gratuitement).

L'Université Marie et Louis Pasteur met à la disposition du TITULAIRE, des cotraitants et des sous-traitants la plateforme en ligne e-Attestations.com afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires. L'utilisation d'e-Attestations.com est gratuite et permettra au TITULAIRE, aux cotraitants et sous-traitants d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents demandés par l'Université Marie et Louis Pasteur durant l'exécution de ce marché. <https://www.e-attestations.com/fr/>

L'ensemble des prestations dues au titre du présent marché sera exécuté par le personnel du TITULAIRE affecté

à l'exécution des obligations contractuelles de ce marché.

Pendant toute la durée d'exécution de ce marché, le TITULAIRE est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations, dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance des prestations et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ces dernières.

En outre, l'absence de production de ces attestations d'assurance n'exempte pas le TITULAIRE de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 41.1.f) du CCAG FCS.

13 - Résiliation du marché

Conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus par l'article L2141 à L2141-5 du code de la commande publique (interdiction de soumissionner à des marchés publics), la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 41 à 45 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021.

De même, après une mise en demeure restée infructueuse, **le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne prétende à indemnité**, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article R.324-4 du Code du Travail (déclarations sociales pour le recouvrement des cotisations sociales).

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire les obligations de celle-ci ou présenter ses observations.

Outre les cas de résiliation prévus aux articles 38 à 45 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoi en recommandé avec accusé de réception) après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai si des défauts constatés n'étaient pas corrigés.

14 - Cession ou nantissement de créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-58 du Code de la Commande Publique et de l'article 4.2.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-59 à R 2191-62 du Code de la Commande Publique est le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

15 - Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social, de domicile, de compte à créditer, devra être notifié par lettre recommandée avec Accusé de Réception au représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette notification devra être appuyée, selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit une photocopie certifiée conforme de cette décision.

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire. S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

16 - Procédure collective du titulaire

Les stipulations ci-après sont applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire éventuelle du titulaire. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire du titulaire, ce dernier est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur l'ordonnance rendue par le tribunal de commerce. Il en va de même de tout acte juridique ayant un rapport direct ou indirect avec la procédure collective susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution du marché.

Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché ou de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché ou de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché ou de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché ou de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Cessation des activités du titulaire

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société sera possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'Université sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs, ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L-2141 du Code de la Commande Publique.

18 - Protection des données (RGPD)-Pénalités

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultante :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Obligations des parties :

Certaines données transmises par le MAÎTRE D'OUVRAGE au TITULAIRE en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le TITULAIRE doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le MAITRE D'OUVRAGE, en sa qualité de responsable de traitement et le TITULAIRE, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du sous-traitant :

Le TITULAIRE s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le MAITRE D'OUVRAGE. Si le TITULAIRE considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le MAITRE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le TITULAIRE s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le TITULAIRE s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du MAITRE D'OUVRAGE toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le TITULAIRE s'engage à communiquer au MAITRE D'OUVRAGE dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le MAITRE D'OUVRAGE, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le TITULAIRE ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du maître d'ouvrage et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du TITULAIRE est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au TITULAIRE de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le TITULAIRE demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du TITULAIRE au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au MAITRE D'OUVRAGE dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le TITULAIRE communique au MAITRE D'OUVRAGE le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Concernant l'Université Marie et Louis Pasteur, ces opérations de traitement sont plus particulièrement sous le contrôle de son délégué à la protection des données personnelles, en la personne de Mme Justine PIRANDA, Juriste, que TITULAIRE, les cotraitants et sous-traitants peuvent contacter, pour exercer leurs droits ou pour toute question sur ce traitement de leurs données, par courriel à l'adresse électronique suivante : dpd@univ-fcomte.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Ces obligations respectives des parties, en application de l'article 5.2.3 du CCAG-FSC, seront établies dans une annexe - Protection des données personnelles.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du TITULAIRE pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables, et une pénalité de 500.00 € HT par occurrence sera appliquée sur ses créances.

19 - Secret professionnel

Le titulaire se conforme d'une manière générale aux dispositions du Code Pénal sur le secret professionnel. Il ne peut rien révéler des informations qu'il viendrait à connaître du fait de son activité dans les locaux de l'Université.

En cas de violation du secret professionnel, le marché serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire.

20 - Règlement des litiges et langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46.5 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP :

Référé pré contractuel (article L551-1 du Code de Justice Administrative) jusqu'à la date de signature du marché.

Référé contractuel (articles L551-13 à L551-16 du Code de Justice Administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.

Recours de pleine juridiction : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché

Recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision contestée ou recours de pleine juridiction contre le contrat dans un délai de deux mois à compter de l'avis d'attribution.

Instance compétente pour l'introduction des procédures de recours :

Tribunal administratif - 30 rue Charles Nodier - 25000 Besançon

☎ 03.81.82.60.00

@ greffe.ta-besancon@juradm.fr

21 – Dérogations

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services (FCS) de -
- L'arrêté du 30 mars 2021. L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services (FCS) de l'arrêté du 30 mars 2021

-

LE POUVOIR ADJUDICATEUR
A Besançon, le

LE TITULAIRE

Lu et approuvé
(date et signature)